

M. WILSON DÉTERMINE LES CONDITIONS DE LA PAIX DU MONDE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2613. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long discours. — NAPOLÉON. »

Jeudi
10
JANVIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE FONDATEUR

L'EUROPE DE 1914 ET L'EUROPE QUE RÉCLAMENT LES ALLIÉS



CARTE DE L'EUROPE POLITIQUE, TELLE QU'ELLE SE PRÉSENTAIT DANS SES FRONTIÈRES AVANT LE 2 AOUT 1914



MÊME CARTE REMANIÉE, D'APRÈS LES BUTS DE GUERRE EXPRIMÉS PAR M. LLOYD GEORGE ET LE PRÉSIDENT WILSON

Le président Wilson, après M. Lloyd George, vient d'énoncer les conditions sans lesquelles la paix ne saurait être envisagée par les Alliés. Elles comportent un remaniement de la carte d'Europe. Voici, à ce point de vue, les réformes essentielles : retour de l'Alsace-Lorraine à la France; "réajustement" des frontières italiennes; constitution d'une

Pologne indépendante et, probablement selon les limites de 1772, avec l'enclave prussienne de Königsberg; libre accès de la Serbie à la mer par San Giovanni di Medua. En outre, selon les termes mêmes du discours prononcé par M. Lloyd George, il est apparent que la Transylvanie, ethnologiquement roumaine, serait rattachée à la Roumanie.

LE PROGRAMME DE LA PAIX DU MONDE EST EXPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT WILSON

De même que M. Lloyd George, M. Wilson reconnaît formellement le droit de la France à la reprise de l'Alsace-Lorraine.



L'Europe doit être reconstituée sur le principe des nationalités. La Société des Nations sera basée sur des accords spéciaux.

UN NOUVEAU PAS VIENT D'ÊTRE FAIT VERS LA VICTOIRE

Les États-Unis sont prêts à ne rien négliger pour faire triompher la cause du droit.

Après avoir lu le message adressé, avant-hier, au Congrès de Washington par le président Wilson, j'ai eu le sentiment très net que l'Entente venait de faire un pas de plus vers la victoire. Depuis les événements de Russie nous vivions dans une atmosphère pénible et, sans douter de l'avenir, l'opinion sentait que l'heure était grave. Elle avait besoin d'un réconfort, d'une bonne nouvelle. Cette bonne nouvelle nous est venue d'Amérique, car les paroles présidentielles ne sont pas que des mots ; elles équivalent à un geste précis et elles contiennent, aussi bien qu'un succès militaire de première importance sur tel point du front, le germe d'événements décisifs.

Gravement, calmement, avec l'assurance d'un homme qui se sent fort de sa conscience et de l'approbation d'un peuple entier, le président a fixé les conditions *sin qua non* de la paix future, et ces conditions sont telles que le plus intransigeant des partisans de l'Entente — moi-même en l'occurrence — ne saurait en espérer d'autres. J'ai dit longuement depuis trois ans et demi ma foi inébranlable dans le peuple américain, la certitude que j'avais de sa droiture, son irréductible dégoût des actes et de la pensée allemands. Ce sont ces qualités de la pensée américaine qui ont trouvé leur forme diplomatique dans le langage présidentiel. A aucun moment je n'ai douté que la volonté de la nation finirait, grâce à la force invincible qu'elle porte en elle, par trouver son expression officielle ; depuis hier on peut dire que c'est chose faite, car même notre entrée dans la guerre n'avait pas une valeur aussi précise que les dernières déclarations du président.

Certains esprits soupçonneux pouvaient encore se demander jusqu'à quel point les États-Unis se donneraient à la grande tâche de civilisation dont ils étaient devenus les actifs ouvriers. Eh bien, aujourd'hui, l'hésitation n'est plus permise. Les États-Unis se vouent, corps et âme, à leur entreprise qui est celle de toute l'humanité dressée contre une basse bestialité. Ils organiseront la victoire comme une affaire industrielle ou commerciale, et ils ne prendront pas de repos avant d'avoir atteint au succès ; ils obtiendront, par leur persévérance et par leur énergie méthodique, que l'Alsace-Lorraine retourne à la France, Trente et Trieste à l'Italie, que la Belgique soit réintégrée dans ses frontières politiques et jouisse d'une absolue indépendance, que la Pologne soit libre, que tous les territoires arrachés par la violence à leurs légitimes propriétaires leur soient intégralement restitués. Voilà ce qu'affirme, entre autres, le message présidentiel, interprétant la volonté du peuple.

C'est le moment pour les Alliés de résister avec plus de ténacité que jamais. L'Allemagne va prochainement jouer son va-tout. Elle se trouvera ensuite, elle se trouve déjà, en face d'un horizon singulièrement noir. Alors qu'elle aura épuisé toutes ses forces, elle verra se dresser contre elle, non plus seulement en imagination, mais en chair, en os et en force, une armée jeune, ardente, bien équipée, bien pourvue, bien décidée à l'abattre. Personne ne peut en douter désormais : l'Amérique est prête à ne rien négliger pour faire triompher la cause du droit. Quelle joie pour les Américains qui ont patiemment ou impatiemment attendu l'heure où leurs compatriotes viendraient témoigner devant le monde de la lâcheté et de la barbarie allemandes, quelle joie pour eux de lire un discours qui engage la nation à fond et qui lui fasse prendre clairement ses responsabilités ! Et quelle satisfaction de conscience pour nous, qui devons à la France une bonne part de notre liberté, s'il est dit, plus tard, qu'en gage de reconnaissance nous l'avons aidée à reprendre son bien !

WHITNEY-WARREN

Citoyen américain, membre de l'Institut.

Lebourgmestre de Bruxelles mis au cachot à Berlin

LONDRES, 9 janvier. — Selon des renseignements que l'on vient de recevoir, l'heroi- que bourgmestre de Bruxelles, M. Max, est dans une prison militaire de Berlin. Cette nouvelle a été communiquée par un déporté belge, le seul compatriote qui ait pu lui faire visite dans son cachot.

Lorsqu'il était au château de Celle, M. Max fut mis en jugement pour une cause futile et condamné à 150 francs d'amende ou 50 jours de cellule. Il refusa de payer l'amende et fut transféré dans son cachot actuel de Berlin où il est étroitement détenu. (Information.)

L'espionne de Marseille



RÉGINA DIANE

... qui vient d'être fusillée à Marseille. Elle avait pratiqué l'espionnage pour le compte de l'Allemagne. Sa condamnation à mort remontait à septembre dernier.

SITUATIONS Brochure envoyée franco PIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris

QUATORZE ARTICLES NETS ET PRÉCIS

Voici les articles du programme de la paix du Monde, qui ont été lus par le président Wilson devant le Congrès de Washington :

La publicité des accords diplomatiques

I. — Accords de paix conclus ouvertement après lesquels il n'y aura plus d'accords internationaux secrets d'aucune sorte : la diplomatie procédera toujours franchement et publiquement.

La liberté absolue des mers

II. — Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf lorsque les mers seront fermées en totalité ou en partie par une action internationale, en vue de renforcer l'exécution d'accords internationaux.

Liberté et égalité économique

III. — Suppression, autant que possible, de toutes les barrières économiques, et établissement de conditions commerciales égales pour toutes les nations qui consentent à la paix et qui s'associent entre elles pour assurer son maintien.

Limitation des armements

IV. — Garanties adéquates, données et prises, que les armements nationaux seront réduits au minimum indispensable pour la sécurité intérieure du pays.

Les questions coloniales

V. — Arrangements libres, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, basés sur la stricte observation des principes qui, en déterminant toutes les questions de souveraineté et d'intérêt des populations intéressées, pèsent d'un poids égal avec les demandes équitables des gouvernements dont il faudra établir les titres.

La Russie libre

VI. — Evacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie, de façon à assurer la meilleure et la plus libre coopération des autres nations du monde pour fournir à la Russie l'occasion opportune de fixer, sans entraves ni embarras, l'indépendance de son propre développement politique et national et lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions qu'elle aura choisies elle-même.

La restauration de la Belgique

VII. — Le monde entier s'accordera à penser que ce pays doit être évacué et restauré sans qu'aucune tentative soit faite pour limiter la souveraineté dont il jouit à l'égard des autres nations libres. Aucun autre acte élémentaire ne pourra mieux servir à ramener la confiance des nations dans les lois qui les ont unies entre elles et qui déterminent la forme des relations internationales. Sans cet acte de réparation, toute la structure et toute la valeur du droit international seraient pour toujours compromises.

L'Alsace-Lorraine, garantie de la paix permanente

VIII. — Tous les territoires français devront être libérés et toutes les autres parties envahies devront être restaurées. LE DOMMAGE CAUSE À LA FRANCE PAR LA PRUSSE, EN 1871, RELATIVEMENT À L'ALSACE-LORRAINE — DOMMAGE QUI A COMPROMIS LA PAIX DU MONDE DEPUIS PRES DE CINQUANTE ANS — DEVRA ÊTRE REPARÉ DE TELLE MANIÈRE QUE LA PAIX PUISSE ÊTRE DESORMAIS GARANTIE DANS L'INTERÊT DE TOUS.

Les frontières italiennes

IX. — Une rectification des frontières de l'Italie devra être effectuée sur les lignes nettement reconnaissables des nationalités.

Les peuples d'Autriche-Hongrie

X. — Les peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir sauvegarder et assurer la place parmi les nations, devront recevoir la plus libre faculté d'un développement autonome.

La Roumanie, la Serbie, le Monténégro

XI. — La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués. Leurs territoires occupés devront être restitués. A la Serbie, il sera accordé un accès libre et sûr à la mer. Les relations entre les différents Etats balkaniques seront déterminées par le Conseil des Nations, dans un esprit amical et d'après les considérations historiques d'affinités et de nationalités. Toutes les garanties internationales seront données à ces Etats en ce qui concerne leur indépendance politique et économique et l'intégrité de leurs territoires.

L'empire turc et le libre passage des Dardanelles

XII. — Les différentes parties qui forment l'empire ottoman d'aujourd'hui devront être assurées d'une souveraineté intangible ; mais les autres nationalités qui vivent actuellement sous le régime turc devront également posséder une sécurité d'existence hors de toute atteinte et le droit absolument imprescriptible de développer leur autonomie.

LES DARDANELLES DEVRONT ÊTRE OUVERTES D'UNE FAÇON PERMANENTE, avec libre passage aux navires et au commerce de toutes les nations sous un régime de garanties internationales.

L'indépendance de la Pologne

XIII. — Un Etat polonais indépendant devra être constitué, auquel seront incorporés les territoires habités par des populations d'origine indiscutablement polonaise et auquel devra être garanti un accès libre et sûr à la mer ; l'indépendance politique et économique ainsi que l'intégrité territoriale seront assurées à cet Etat par un accord international.

La Société des Nations

XIV. — UNE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES NATIONS SERA FORMÉE en vertu d'accords spéciaux, de nature à fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands Etats.

cession, qu'il s'agit de la souveraineté russe ou du libre choix des populations du sort desquelles il s'occupait. En un mot, ce programme signifiait que les empires centraux entendaient conserver chaque pouce du territoire qu'avaient occupé leurs forces armées, chaque province, chaque cité, chaque avantage de terrain, de manière à renforcer d'une façon permanente leurs territoires et leur puissance.

C'est une conjecture raisonnable de penser que les principes généraux de règlement que les puissances centrales suggèrent tout d'abord avaient pour auteurs les hommes d'Etat les plus libéraux de l'Allemagne et de l'Autriche, les hommes qui ont commencé à comprendre l'âpre de la pensée et du cœur de leurs propres peuples. Tandis que les conditions concrètes du règlement actuel sont dictées par les chefs militaires, qui, eux, n'ont qu'une pensée : conserver ce qu'ils ont pris.

Les négociations ont été rompues. Les représentants russes ont été sincères et de bonne foi. Ils ne peuvent accepter de telles prétentions de conquête et de domination.

L'incident tout entier est particulièrement significatif. Il est également fertile en complications. Avec qui les représentants russes vont-ils maintenant traiter la question ? Pour qui les représentants des empires centraux prennent-ils la parole ? Parlent-ils au nom de leurs parlements respectifs ou au nom de cette minorité militaire et impérialiste qui a jusqu'à présent dominé toute la politique allemande et contrôle les affaires de Turquie et de ceux des Etats balkaniques qui se sont crus obligés de devenir leurs associés dans cette guerre ?

Les représentants russes ont insisté très justement, très sagement, et dans le véritable esprit de la démocratie moderne, sur ce point que la conférence qu'ils ont eu l'honneur d'organiser à Paris n'est que la

devrait être tenue ouvertement et non à huis clos, et que le monde entier y devrait assister, s'il en avait le désir.

Qui avons-nous entendu ? Ceux qui ont parlé dans l'esprit des résolutions du Reichstag allemand du 9 juillet dernier, dans l'esprit et l'intention des chefs et des partis libéraux de l'Allemagne, ou ceux qui résistent à cet esprit et à cette intention, et qui continuent à vouloir une politique de conquête et de domination ? Ou bien avons-nous entendu en fait les deux partis en présence, irréconciliables et séparés par des contradictions évidentes sur les questions primordiales ? Ce sont là des questions très sérieuses et très importantes. De la réponse qu'il leur sera faite dépend la paix du monde.

Mais, quels que soient les résultats des pourparlers de Brest-Litovsk, quelles que soient les conclusions des avis exprimés et des buts exposés par les porte-parole des empires centraux, ils ont de nouveau tenté de faire connaître au monde les objets qu'ils poursuivaient dans la guerre, et, une fois encore, ils ont pressé leurs adversaires de dire quels étaient leurs buts de guerre et quel règlement ils estimaient juste et satisfaisant.

Il n'y a aucune bonne raison pour que nous ne répondions pas à cette demande avec la plus grande netteté. Nous ne l'avions d'ailleurs pas attendue, et, à plusieurs reprises, nous avons exposé toute notre pensée et nos buts de guerre devant le monde entier, non pas seulement en termes généraux, mais, chaque fois, avec une précision suffisante pour rendre évidentes nos conditions définitives.

Il n'y a aucune divergence d'opinion parmi les adversaires des puissances centrales

La semaine dernière, M. Lloyd George a parlé avec une conscience et un sentiment admirables au nom du peuple et du gouvernement de la Grande-Bretagne. Il n'y a aucune divergence d'opinion parmi les adversaires des puissances centrales, aucune incertitude de principe, aucune obscurité dans les détails. La responsabilité de la décision qui a imposé le secret aux pourparlers de Brest-Litovsk, le manque de franchise, le refus de faire un exposé précis des buts de guerre, sont imputables à l'Allemagne et à ses alliés. Or, c'est de tout cela que dépend la question de vie et de mort des nations ! Aucun homme d'Etat ayant la moindre sentiment de sa responsabilité ne pourrait se permettre de poursuivre la traque et l'effroyable dépense de sang et de richesses sans s'être assuré que les objets pour lesquels sont consentis ses sacrifices constituent partie intégrante de la vie même de la société et que le peuple, au nom duquel il parle, les considère comme lui, justes et nécessaires.

La voix des Russes

Mais il y a surtout une voix qui, en demandant la détermination de ces principes et de ces buts, est plus émouvante qu'aucune des voix frémisantes qui emplissent et troublent l'atmosphère. C'est la voix des Russes.

Ils sont acablés, mais non sans espoir. Ils ne veulent renoncer ni en principe, ni en fait à la conception de ce qu'il leur paraît être juste, humain, honorable d'accepter. Et cela a été établi avec une franchise, une largeur de vues, une grandeur d'âme et une sympathie universelle pour l'espèce qui doit provoquer l'admiration de tout ami du genre humain.

Ils ont refusé de transiger avec leurs idéals et d'assurer leur propre sécurité aux dépens de celle des autres.

Ils nous demandent d'exprimer nos désirs et de dire si nos desseins et notre état d'esprit diffèrent en quelque chose des leurs. Je crois que le peuple des États-Unis voudra que le leur réponde avec la plus complète simplicité et franchise.

Que leurs chefs actuels croient ou non qu'il en soit ainsi, le désir et l'espoir les plus chers à notre cœur sont qu'un moyen puisse être trouvé qui nous donne l'avantage d'aider le peuple russe à réaliser sa plus haute espérance de liberté et de paix régulière.

« Il faut que les négociations de paix, une fois entamées, se poursuivent absolument au grand jour »

Nous aurons pour souhait et pour but que les négociations de paix une fois entamées se poursuivent absolument au grand jour, et ne puissent ainsi dissimuler ou admettre aucun sous-entendu secret d'aucune sorte.

Le temps des conquêtes et des agrandissements territoriaux est passé, et passé aussi le temps des arrangements cachés conclus dans les intérêts particuliers des gouvernements et susceptibles, à une époque imprévue, de bouleverser la paix du monde.

C'est ce fait heureux, maintenant clair aux yeux de tout homme d'Etat dont les pensées ne s'attardent plus à une époque désormais périmée, qui rend possible pour toute nation dont les intentions sont justes de déclarer maintenant et à tout moment les buts qu'elle a en vue.

Nous sommes entrés dans cette guerre parce que des violations du droit s'étaient produites, telles qu'elles nous ont profondément touchés et ont rendu la vie de notre propre peuple impossible tant qu'elles ne seraient pas réparées et que le monde ne serait pas désormais assuré contre leur retour.

LIRE LA SUITE EN PAGE 3

Le message du président Wilson au Congrès est en corrélation étroite avec le discours que M. Lloyd George avait prononcé samedi devant les Trade-Unions. Sur les points principaux et dans les lignes directrices des idées, ces deux documents capitaux coïncident de la manière la plus frappante. On peut dire que nous nous trouvons en présence de la pensée mûrement réfléchie des gouvernements en guerre contre l'Allemagne.

C'est une pensée empreinte de modération. Avec sa grande sincérité, qui s'allie à un sens politique pénétrant, M. Wilson s'est adressé au public allemand pour lui faire comprendre où se trouvent les vrais responsables de la prolongation de la guerre.

Frappé par l'émotion intense que la possibilité d'une rupture dans les négociations de Brest-Litovsk avait causée en Allemagne, le président, s'emparant des derniers incidents qui se sont déroulés dans les coulisses de Berlin, a montré aux Allemands que l'échec de toute paix de conciliation, même avec les Russes, venait du militarisme prussien.

Si le pouvoir civil, à Berlin, peut s'affranchir du parti militaire, c'est-à-dire si le gouvernement arrive à se différencier de l'armée, M. Wilson a exposé les conditions justes et raisonnables auxquelles il deviendra possible de traiter.

Et d'abord, nous devons le relever avec la plus haute satisfaction comme un grand événement de notre histoire, le président de la République des États-Unis, au nom des cent millions d'hommes dont il exprime la pensée et la volonté, a reconnu le droit de la France à la reprise de l'Alsace-Lorraine. La réparation de l'iniquité commise en 1871 par l'abus de la force a été proclamée par M. Wilson comme nécessaire non seulement à la France, mais encore à l'Europe et au monde.

C'est la première fois que le président se prononce sur cette question qui est au fond de la guerre et qui sera une des bases de la paix. Il s'est exprimé avec une force et une clarté dont tous les Français le remercieront avec une émotion reconnaissante. Il y a dans ses paroles solennelles, s'ajoutant à celles de M. Lloyd George, le gage que la blessure faite à notre unité nationale sera guérie.

La paix et l'équilibre par la raison et par la justice, telle est d'ailleurs l'idée directrice de M. Wilson. De là découlent toutes ses conceptions sur la reconstruction territoriale et politique de l'Europe. En quatorze articles nets et précis, il évoque tous les problèmes pressants et dominants et il leur apporte des solutions qui ont bien des chances d'être celles qui se réaliseront dans l'avenir parce qu'elles sont modérées.

C'est à la question des nationalités, la plus brûlante de celles qui se posent, que s'est appliquée avec prédilection M. Wilson. Comme M. Lloyd George, il a dit que l'Autriche et la Turquie, en tant qu'Etats, et à condition de donner des garanties à l'autonomie de leurs peuples, n'étaient pas en cause. Cependant, à l'irréductible italien, comme à l'indépendance polonaise, comme aux légitimes demandes serbes, il a annoncé toutes les satisfactions nécessaires.

Sur la Russie enfin, M. Wilson a prononcé des paroles qui témoignent de son désir qu'aucun ressentiment ne soit nourri contre ce pays et que rien d'irréparable ne soit commis, quels que soient les hommes qui le gouvernent. D'une façon générale, le président cherche, pour l'avenir, au point de vue économique aussi bien que politique, à exclure toutes les causes de conflit et à montrer aux peuples ce qui les rapproche plutôt que ce qui les divise.

L'Allemagne entendra-t-elle cette voix ? Accueillera-t-elle mieux le message de M. Wilson que le discours de M. Lloyd George ? Mais aujourd'hui M. Balfour doit parler à Edimbourg et M. Pichon doit prendre aussi la parole très prochainement sur les mêmes sujets. Après cela on attendra de savoir si un commencement de raison peut se manifester à Berlin. — et à Vienne.

Jacques BAINVILLE.

LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL

WASHINGTON, 8 janvier. — Le président Wilson a lu aujourd'hui le message suivant au Congrès :

Une fois de plus, comme ce fut le cas, déjà, dans des circonstances antérieures, les porte-parole des empires centraux ont marqué leur désir de discuter les buts de guerre et les bases éventuelles d'une paix générale. Des pourparlers se poursuivent à Brest-Litovsk entre les représentants des puissances centrales et les délégués russes, et tous les belligérants ont été invités à envisager s'il pourrait être possible de transformer ces pourparlers en une conférence générale qui aurait à examiner les conditions et le règlement de la paix.

Les prétentions allemandes

Les représentants russes ont apporté, non seulement un exposé parfaitement défini des principes suivant lesquels ils seraient disposés à conclure la paix, mais encore un programme également précis de l'application concrète de ces principes. De leur côté, les représentants des puissances centrales ont présenté un projet de règlement, qui, s'il était moins précis, semblait cependant susceptible d'une interprétation libérale jusqu'au moment où elles firent connaître le programme spécifique et pratique de leurs conditions.

Ce programme ne proposait aucune com-

Toute bardée de skungs, l'imposante Mme Lemufe parvint à la porte du lycée juste à l'instant de la sortie des élèves. Elle s'était arrangée pour ne pas arriver à une seconde en avance.

— Ce n'est pas à une femme de mon caractère à paraître faire le pied de grue, professait-elle.

Après le gros coup que son mari avait tenté et réussi sur les savons, Mme Lemufe avait réellement pris un grand ton, — le grand ton, bien entendu, qu'elle était susceptible de prendre. Un vaste coiffeur de tromblon de velours noir, ceint, à sa base, d'une ganse vieille argent, coiffait sa grosse chevelure poivre et sel. L'épaisse voilette à ramages masquait peu le crin dru de la lèvre supérieure. Visiblement, c'était là une maîtresse femme et de qui l'on n'aurait osé rire, malgré le grotesque avéré de son aspect.

— Jaquet ! cria-t-elle.

Un garçonnet de sept ans fendit la foule de ses turbulents condisciples et prit la main de Mme Lemufe, auprès de qui il se mit à marcher en gambadant.

— Allons ! tiens-toi tranquille, voyons ! Sous les boucles blondes, le visage enfantin se rembrunit, un moment. Maintenant, Jaquet trottait sagement à côté de sa mère. Car cet enfant rose et charmant comme une fillette était, positivement, le fils de cette malgracieuse créature.

La vue d'un charretier qui frappait sa bête à tour de bras, dans la montée de la rue d'Amsterdam, arracha un cri de protestation à Jaquet.

— Oh ! maman, dis-lui, à ce méchant, que c'est mal, ce qu'il fait là !

— T'occupe pas de ça ! intima, roide, Mme Lemufe. Un cheval n'est pas un rentier : faut qu'il gagne son avoine.

Ce disant, elle tournait, à gauche, dans la rue Jules-Lefebvre ; et Jaquet fut tout soulagé d'échapper à ce spectacle de brutalité. Mais, à quelques pas devant eux, marchait une femme piteusement vêtue, qui tenait par la main, elle aussi, un petit garçon, souffreteux, hélas ! celui-là, et tout enveloppé dans un misérable châle de laine.

Saisi d'une nouvelle peine, qu'il ne se définissait qu'imparfaitement, Jaquet ne cessait de regarder cette humble femme et ce gamin chétif. Il leva les yeux vers sa mère, si chaudement emmitouffée, puis les abaissa sur lui-même, si retranché contre le froid dans sa mignonne pelisse, au fond d'une des poches de laquelle il gardait la coupure de cinq francs toute neuve que, la veille, son père lui avait offerte pour son anniversaire. La pensée d'un contraste choquant naquit en lui et l'obséda. En son cœur éclosait la fleur merveilleusement rétractile de la sensibilité. Depuis la fortune subite de ses parents, il avait l'obscur notion d'une injustice générale ; et, parce qu'il commençait à s'élever du déséquilibre des gens et des choses autour de lui, une aptitude à souffrir se développait en son être. Il y a de ces petits bonshommes qui, moralement, mûrissent ainsi très vite.

Et, soudain, Jaquet dit à sa mère :

— Le professeur nous a lu les Deux pigeons. Il y a, dedans, un sale gosse qui blesse un de ces oiseaux. Et le fabuliste dit, comme ça, que cet âge il est sans pitié. C'est pas vrai, dis, maman ?

Mme Lemufe haussa les épaules. Elle eut envie de rabrouer son fils. Elle avait une formule lapidaire sur la pitié : pour elle, la pitié, c'était pitoyable. Et ce n'est toujours pas avec ça qu'on se pousse dans la vie.

— Allons, jeune idiot, je vais t'acheter de ces *sweet drops* que tu aimes tant !

Dans l'épicerie de la rue de Clichy où ils venaient de pénétrer, Jaquet fut tout surpris et tout ému de retrouver la pauvre femme et le petit garçon souffreteux.

— Oui, disait l'épicière, certainement que j'ai du sucre. Mais vous avez beau avoir un coupon, si vous n'avez pas de sous, c'est comme si vous n'aviez pas de coupon. Ça va de soi.

— Je vous en prie, monsieur, suppliait la femme. Mon petit qui est là en a besoin. C'est le docteur qui dit que ça le fortifie. Vous me connaissez, puisque je suis du quartier. Je touche mon allocation demain : faites-moi seulement crédit jusque-là.

— Non, non, ça serait vous faire prendre un mauvais pli, trancha l'épicière.

— Maman, murmura Jaquet, m'achète pas des *sweet drops* ; donne plutôt l'argent à madame.

Mme Lemufe ne broncha pas.

— Un quart de bonbons anglais, commanda-t-elle.

L'épicière s'empressa. Servie, Mme Lemufe sortit, poussant Jaquet.

— Pen après, elle dit :

— Il t'en vient des idées, mon ami ! Je me demande si tu n'es pas en train de devenir tout à fait bête... Eh bien ! où vas-tu donc ?

Jaquet rentrait en bombe dans l'épicerie, glissant dans les doigts du petit nécessaire son billet de cinq francs, et revenait, disant :

— J'avais oublié mon cartable sur une chaise.

— En vérité, gronda Mme Lemufe, je ne sais pas à quoi tu es bon !

Georges DOCQUOIS.

LE "REWA" NAVIRE-HOPITAL EST TORPILLÉ

Tous les blessés ont été sauvés, trois hommes de l'équipage manquent.

LONDRES, 9 janvier. — L'Amirauté annonce la perte du navire-hôpital *Rewa*, coulé après un torpillage dans le canal de Bristol, le 4 janvier courant, à minuit. La *Rewa* venait de Gibraltar. Tous les blessés ont été transportés sains et saufs à bord de bateaux patrouilleurs.

Des derniers renseignements recueillis il résulte qu'au moment où il a été attaqué le bâtiment, qui portait environ 550 passagers, montrait tous ses feux, portait toutes les marques distinctives exigées par la Convention de La Haye et ne se trouvait pas et n'avait pas passé dans le voisinage de la prétendue zone dangereuse telle qu'elle a été délimitée par la déclaration du gouvernement allemand publiée le 29 janvier 1917.

On ne signale que trois manquants parmi les hommes de l'équipage.

L'un des rescapés a fait un récit émouvant des scènes auxquelles a donné lieu le sauvetage. Les souffrances endurées par les blessés et les fiévreux furent atroces. Pendant trois heures ils furent exposés au froid glacial sur les radeaux que balayaient sans cesse les vagues furieuses.

Ce nouveau crime allemand a porté l'indignation à son comble et l'opinion se montre exigeante de réparations immédiates, voire de représailles.

La *Rewa*, ainsi détruite, jaugeait 7.308 tonnes ; elle datait de 1906 et appartenait à la British Steam Navigation Company.

Le kaiser confère longuement avec son état-major

LONDRES, 9 janvier. — On télégraphie d'Amsterdam à l'Agence Central News que Guillaume II a eu dimanche de longues conférences avec l'état-major général et le ministre de la Guerre. On commente beaucoup en Allemagne l'audience prolongée que l'empereur a accordée au nouveau feld-marschal, le général von Weyrsch.

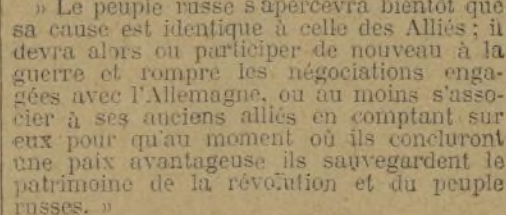
Il n'y aura jamais de paix avant que l'Alsace-Lorraine soit rendue à la France

Telle est la dernière déclaration du ministre du Travail britannique

LONDRES, 9 janvier. — Au cours d'un discours qu'il a prononcé à Huddersfield, le ministre du Travail, après avoir fait une allusion à la restauration intégrale de la Belgique, a déclaré :

— Avant que l'Alsace-Lorraine soit rendue à la France, il n'y aura jamais de paix en Europe. L'Allemagne est désireuse d'avoir la paix, nous nous en sommes aperçus ; depuis plusieurs mois, elle essaye de nous tater, mais elle sait quel genre de paix la Grande-Bretagne et ses alliés sont disposés à accepter ; et quand nous avons fait connaître nos conditions par des voies appropriées, il n'y a pas eu de réponse.

« Le peuple russe s'apercevra bientôt que sa cause est identique à celle des Alliés ; il devra alors en participer de nouveau à la guerre et rompre les négociations engagées avec l'Allemagne, ou au moins s'associer à ses anciens alliés en comptant sur eux pour qu'au moment où ils concluront une paix avantageuse ils sauvegardent le patrimoine de la révolution et du peuple russe. »



M. H. G. ROBERTS
Ministre du Travail
britannique

M. Malvy devant la Haute Cour

La Cour de cassation se réunira samedi pour désigner parmi ses membres un procureur général et deux avocats généraux chargés d'occuper dans le procès de l'ancien ministre de l'Intérieur devant la Haute Cour.

Front français

14 HEURES. — Activité intermittente d'artillerie en quelques points du front, sans action d'infanterie.

Le chiffre total des prisonniers que nous avons ramenés hier dans nos lignes, au cours de l'incursion effectuée au nord de Seicheprey, est de 178, dont 1 officier et 18 sous-officiers.

23 HEURES. — Actions réciproques d'artillerie sur la rive droite de la Meuse, dans les secteurs de la cote 244 et de Beaumont.

Un coup de main allemand sur nos petits postes de la région de Nomeny n'a donné aucun résultat.

Journée calme dans l'ensemble.

Front britannique

13 HEURES. — L'ennemi, qui était parvenu à pénétrer hier soir dans deux de nos postes avancés au nord de la voie ferrée d'Ypres à Staden, en a été immédiatement rejeté par une contre-attaque locale.

Les Canadiens ont exécuté avec succès, ce matin, au sud de Loos, un coup de main qui leur a permis de ramener deux mitrailleuses.

22 HEURES. — Activité des deux artilleries pendant la journée en un certain nombre de points au sud de la Scarpe.

L'artillerie ennemie s'est également montrée active au nord-est d'Ypres.

Rien d'important à signaler sur le reste du front.

LE MESSAGE DE M. WILSON

La Chambre américaine debout, a fait au président une vigoureuse ovation.

(Suite du message de M. Wilson)

Ce que nous exigeons dans cette guerre n'est, par conséquent, rien qui nous soit particulier. Ce que nous voulons, c'est que l'existence et la sécurité du monde soient assurées et particulièrement qu'il devienne possible, pour toute nation amie de la paix, de compter sur la justice et les procédés loyaux des autres peuples du monde et d'être protégée contre la force et les agressions égoïstes. En effet, les peuples du monde sont associés à cet intérêt, et quant à nous, nous nous rendons compte avec évidence que si la justice n'est pas rendue aux autres elle ne nous sera pas rendue à nous-mêmes.

Le programme de la paix du monde est notre programme ; il est le seul qui, comme nous le voyons, soit actuellement possible.

En voici les termes :

(C'est ici que se place le programme de la paix du monde dont nous publions le texte en page 2 et qui a été établi par le président Wilson.)

« Nous voulons que l'Allemagne accepte une place d'égalité parmi les peuples du monde »

En regard de ces rectifications essentielles de l'injustice et de ces affirmations du droit, nous nous considérons nous-mêmes comme les associés de tous les gouvernements et de tous les peuples unis contre les impérialistes.

Nous ne pouvons être ni séparés dans nos intérêts ni divisés dans nos buts ; nous resterons unis jusqu'au bout. Nous sommes prêts à combattre pour ces accords jusqu'à ce qu'ils soient achevés, mais c'est seulement parce que nous voulons que le droit s'impose et que nous désirons une paix juste et durable — telle qu'elle ne peut être assurée qu'en écartant les provocations à la guerre que ce programme repousse — que nous n'avons aucune jalousie de la grandeur de l'Allemagne et qu'il n'est rien dans ce programme qui soit de nature à l'affaiblir.

Nous ne sommes pas envieux de son essor intellectuel ni de ses entreprises pacifiques qui lui ont valu une situation brillante et enviable.

Nous ne désirons pas lui nuire ni entraver en rien son influence et sa puissance légitimes. Nous n'avons l'intention de la combattre ni par des armes ni par des accords commerciaux hostiles si elle est désireuse de s'associer avec nous, et avec les autres nations du monde animées de l'amour de la paix, pour des accords basés sur la justice et des procédés loyaux. Nous voulons seulement qu'elle accepte une place d'égalité parmi les peuples du monde, et du nouveau monde dans lequel nous vivons.

La reprise des négociations de Brest-Litovsk

ZURICH, 9 janvier. — On télégraphie de Vienne que les pourparlers préliminaires à la reprise des négociations ont eu lieu à Brest-Litovsk mardi après-midi, entre les chefs des différentes délégations, à savoir : von Kuhlmann, le comte Czernin, Talaat bey, le ministre Popoff, d'une part ; Trotzky et Golubowitch pour la Russie et l'Ukraine, d'autre part.

Les délégués ont fixé la séance plénière à mercredi avant midi.

Mardi soir ont eu lieu des pourparlers officieux entre les puissances centrales et les délégués de l'Ukraine. (Radio.)

[En dépit du refus que l'Allemagne a opposé aux demandes des délégués russes, notamment en ce qui concerne le transfert des négociations à Stockholm, on voit que les pourparlers n'auront pas été rompus. La question est de savoir si, en présence de l'intransigence des Allemands, les maximalistes feront des concessions sur leur programme. La participation des délégués de l'Ukraine apporte aussi aux discussions un élément nouveau, dont il est difficile de déterminer l'influence.]

Une protestation du Conseil polonais

PETROGRAD, 8 janvier. — Le Conseil polonais de l'Union des partis a remis aux représentants des Alliés et des neutres une déclaration aux termes de laquelle il proteste énergiquement contre le partage éventuel de la Pologne.

Un député décoré de la Légion d'honneur

Le capitaine DESSEIN, député de la Haute-Marne, au front depuis le début de la campagne, qui a été déjà deux fois cité à l'ordre du jour, notamment pour sa conduite au Chemin-des-Dames, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

NOUVELLES BRÈVES

Plus de sucre aux distillateurs. — Un décret est en préparation, visant la suppression de la fourniture du sucre aux distilleries et fabriques de sirops.

Front portugais

(9 janvier). — Pendant la semaine écoulée, deux fortes patrouilles ennemies furent repoussées. Nous avons fait des prisonniers. Notre artillerie a maintenu sa supériorité.

Front italien

Vives rafales de feu sur la Brenta et tir de harcèlement sur la Piave, entre les hauteurs de Valdobbiadene et de Montello. Une petite tentative d'attaque ennemie dans la direction du mont Melego (plateau d'Asiago) a été prévenue par notre tir de barrage. Une rencontre de patrouilles nous a permis de faire quelques prisonniers dans la région de l'Asolone et un échange de grenades s'est produit sur le Solarolo.

Dans la plaine, des travailleurs ennemis ont été dispersés devant Palazzone et des mouvements de l'adversaire efficacement battus par notre tir autour de Noventa.

Sur tout le front, le mauvais temps continue.

Front de Macédoine

(8 janvier). — Dans la région de Doiran, tirs de destruction exécutés avec succès par l'artillerie lourde britannique sur plusieurs batteries ennemies.

Sur le front serbe et dans la vallée du Haut-Skumbi, plusieurs reconnaissances ennemies ont été dispersées.

Entre les lacs, une attaque locale sur nos tranchées a été repoussée après un vif combat à la grenade.

DES MARINS SE SONT MUTINÉS AU PORTUGAL

La répression a été immédiate. Le gouvernement a fait arrêter tous les révoltés.

LISBONNE, 8 janvier. — Une note officielle a fait savoir que le croiseur *Vasco-de-Gama* étant allé, malgré les ordres formels du gouvernement, prendre position au milieu du Tage, devant le fort Saint-Georges, une batterie de ce fort a ouvert le feu sur ce navire. Ce dernier répondit par quelques coups de canon et l'équipage hissa le drapeau blanc.

A la suite de ces actes de grave rébellion, le gouvernement envoya des forces militaires avec ordre d'arrêter les marins de l'équipage du croiseur. Cette mesure s'est opérée sans résistance, et les marins de la caserne de la marine qui s'étaient solidarisés avec les mutins ont fait leur soumission.

Il en est de même de l'équipage du destroyer *Douro*, qui n'a pas opposé la moindre résistance.

Le gouvernement déclare connaître parfaitement toutes les intrigues et menées des démocrates pour reconquérir immédiatement le pouvoir par la force.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

M. Théodore Tissier, conseiller d'Etat, ancien chef de cabinet de M. Briand, qui avait demandé à être entendu, est venu déposer, hier matin, devant le capitaine Bouchardon.

M. Tissier, sans démentir formellement les déclarations faites par M. Loustalot, s'est trouvé en désaccord avec celui-ci sur la partie de son interrogatoire concernant l'obtention des passeports à la Préfecture de police.

Le lieutenant Jousselin a recueilli le témoignage de M. Josse, négociant rue Le Pelletier, expert près le tribunal de première instance, qui fut en relations d'affaires avec M. Max Reynaud, directeur de *On dit*.

Dans l'après-midi, le capitaine Bouchardon a reçu la déposition de M. William Martin, directeur du protocole, sur la transmission des documents diplomatiques échangés à propos du séjour de M. Cailhau en Italie.

La huitième journée de la confrontation entre MM. Charles Humbert, Lenoir et Desouches s'est poursuivie, hier, chez le juge Drioux. Les inculpés se sont expliqués sur le contrat de vente du *Journal*.

Avant d'aller à la barre, le chef du cabinet du ministre du Ravitaillement et Bojo.

On ne peut, dit-il, me faire de reproches en ce qui concerne Bolo, qui avait lui-même des répondants comme le premier président Monier, deux ministres qui le sont encore, et de nombreux parlementaires.

« J'ignore si Bolo est coupable et je l'ignore bien davantage encore à cette époque. » M. Turmel a été interrogé, hier après-midi, par le capitaine Mangin-Boquet qui lui a fait connaître que l'enquête de M. Daru en Suisse n'avait pas confirmé, au contraire, les déclarations qu'il lui avait faites. On n'a pas retrouvé les personnes qui auraient remis les 350.000 francs de commissions au député de Guingamp. Celles que celui-ci a indiquées au magistrat ont affirmé n'avoir traité aucune affaire avec M. Turmel.

Ces témoins, a déclaré le député de Guingamp, ne disent pas la vérité par peur d'être mêlés à cette affaire. J'affirme l'exactitude de mes dires...

Le pain vendu au poids

Lors de la mise en vente du pain rassis, une tolérance de poids de 5 0/0 avait été admise. Un arrêté du préfet de la Seine modifie cet état de choses.

Dorénavant, la vente du pain de consommation courante, entier ou par morceaux, devra se faire au poids.

Le boulanger sera donc tenu de fournir l'appoint ou d'exiger le prix correspondant au poids livré.

Bourse de Paris, 9 janvier 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			VAL. ÉTR.		
5 0/0 non lib.	88.40	88.45	1917	322.00	320.00
5 0/0 lib.	88.40	88.45	1918	322.00	320.00
3 0/0 amort.	66.75	67.25	1919	322.00	320.00
3 1/2 lib.	88.40	88.45	1920	322.00	320.00
1917	250.00	251.25	1921	322.00	320.00
1918	250.00	251.25	1922	322.00	320.00
1919	250.00	251.25	1923	322.00	320.00
1920	250.00	251.25	1924	322.00	320.00
1921	250.00	251.25	1925	322.00	320.00
1922	250.00	251.25	1926	322.00	320.00
1923	250.00	251.25	1927	322.00	320.00
1924	250.00	251.25	1928	322.00	320.00
1925	250.00	251.25	1929	322.00	320.00
1926	250.00	251.25	1930	322.00	320.00
1927	250.00	251.25	1931	322.00	320.00
1928	250.00	251.25	1932	322.00	320.00
1929	250.00	251.25	1933	322.00	320.00
1930	250.00	251.25	1934	322.00	320.00
1931	250.00	251.25	1935	322.00	320.00
1932	250.00	251.25	1936	322.00	320.00
1933	250.00	251.25	1937	322.00	320.00
1934	250.00	251.25	1938	322.00	320.00
1935	250.00	251.25	1939	322.00	320.00
1936	250.00	251.25	1940	322.00	320.00
1937	250.00	251.25	1941	322.00	320.00
1938	250.00	251.25	1942	322.00	320.00
1939	250.00	251.25	1943	322.00	320.00
1940	250.00	251.25	1944	322.00	320.00
1941	250.00	251.25	1945	322.00	320.00
1942	250.00	251.25	1946	322.00	320.00
1943	250.00	251.25	1947	322.00	320.00
1944	250.00	251.25	1948	322.00	320.00
1945	250.00	251.25	1949	322.00	320.00
1946	250.00	251.25	1950	322.00	320.00

MÉTÉO A LONDRES.

A la tonne de 1.018 kilos. Cultive Chili, disponible, 110 ; livrable 3 mois, 110 ; Electrolytique, 120 ; Eau, comptant, 281 ; livrable 3 mois, 274 ; Plomb anglais, 29 1/2 ; Zinc, comptant, 54.

LE CRÉDIT DU NORD ET L'EMPRUNT

Les souscriptions du Crédit du Nord à l'Emprunt National, qui avaient atteint, en 1915, 95 millions, et, en 1916, 117 millions, ont dépassé cette fois, en nominal, 163 millions.

— Le président de la République a décoré à S. Exc. le prince Charoon, ministre de Siam à Paris, la médaille en vermeil de la Reconnaissance française, en récompense du zèle et du dévouement bienfaisant que le ministre n'a cessé de témoigner à nos soldats depuis le début des hostilités.

— De Stockholm, on annonce que M. Ahlstrom, consul général de Suède en Finlande, est nommé chargé d'affaires par intérim.

C'est le premier membre du corps diplomatique futur à Helsingfors.

— S. Exc. M. Teixeira-Gomes, ministre de Portugal en Angleterre, a quitté Londres pour se rendre à Lisbonne afin d'y conférer avec son gouvernement.

CORRÉS

— M. Louis Goffard a été admis hier, à titre de membre temporaire, au scrutin de ballottage du Cercle de l'Union artistique. Ses parrains étaient : MM. Gaston Klébert et Paul Finet.

— Au Lyceum Club, 8, rue de Penthièvre, seront données prochainement deux matinées en l'honneur des soldats permissionnaires. La première aura lieu le 20 janvier, pour les Américains, Canadiens, et Anzac; la seconde, le 27 janvier, pour les soldats français des régions envahies, les soldats belges et serbes.

INFORMATIONS

— Un déjeuner a été offert, à l'Orphelinat des Arts, en l'honneur de S. Exc. M. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, et de Mrs Sharp, Mme Poilpot, MM. Dalimier, Doumer et Le Lubez, ainsi que plusieurs dames du comité, étaient présentes.

L'ambassadeur et Mrs Sharp les ont conviés à un thé en l'hôtel de l'ambassade.

— Notre confrère le capitaine Pierre Audibert, du 48^e régiment d'infanterie, déjà cité à l'Ordre de l'Armée, est nommé chevalier de la Légion d'honneur. Grièvement blessé devant Verdun, ce vaillant officier est aujourd'hui secrétaire général de l'Information.

CITATIONS

— Le général commandant la 10^e armée vient de citer à l'Ordre de l'Armée :

Le lieutenant de l'aéronautique Bussion (Guy-Henri-Georges), pilote à l'escadrille N-82 : "Piloté d'une habileté exceptionnelle. Toujours volontaire pour les missions les plus périlleuses. Ne cesse de donner les plus beaux exemples de bravoure et d'entraînement. Le 29 juillet 1917, combattant seul et loin dans les lignes ennemies, contre six avions ennemis, a eu son appareil gravement atteint par les balles. Le 7 septembre 1917, a abattu en flammes dans ses lignes, après un dur combat, un avion ennemi."

NAISSANCES

— La vicomtesse de Pontcharra, femme du capitaine, a donné le jour à un fils : Philippe.

FÉCULES

— M. Jacques de Saint-Laurent, lieutenant d'artillerie, décoré de la croix de guerre, fils du colonel de Saint-Laurent et de la baronne, née Morlaincourt, doit prochainement épouser Mlle d'Affry de La Monnoye, petite-fille du baron de Schonen, décédé, et de la baronne de Schonen.

— Avant-hier a été béni, en l'église Notre-Dame de Passy, dans l'intimité, le mariage de Mlle de Fallais avec le capitaine Maurice de Bailliencourt-Courcol, du 5^e cuirassiers, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre.

FÉCULES

— Le gouvernement de S. M. le roi des Belges se fera représenter officiellement aux obsèques du général Grossetti, le vaillant défenseur de l'Yser.

— En l'église Saint-Augustin a été célébré, hier, un service à la mémoire de l'empereur Napoléon III.

La messe a été dite par l'abbé Meyer, et l'absoute donnée par l'abbé Gouyon.

Nous rappelons que les obsèques de M. Louis Seguin, ingénieur E.C.P., président du conseil d'administration de la Société Gnome et Rhône, auront lieu aujourd'hui jeudi, à midi, en l'église Saint-Augustin.

Nous apprenons la mort :

De M. Henri de Hercé, député de Mayenne, décédé, après une courte maladie, en sa résidence de Montguerré, près de Montenay (Mayenne).

De la marquise Le Franc de Pompignan, née Cohon-Valette de Montariou, décédée à Toulouse, à soixante-dix-huit ans.

EXCELSIOR
LE GÉNÉRAL PERSHING CHEZ LE ROI DES BELGES



LE ROI ET LE GÉNÉRAL PERSHING PASSENT EN REVUE LA COMPAGNIE QUI REND LES HONNEURS
Le commandant en chef du corps expéditionnaire américain en France s'est rendu, il y a quelques jours, sur le front des Flandres, où il a rendu visite à l'armée belge. Reçu à la descente du train par le roi Albert I^{er}, il a passé en revue, avec celui-ci, la compagnie d'infanterie belge qui lui rendait les honneurs. C'est la scène que représente notre photo. Le général Pershing s'est rendu ensuite au G. Q. G.

B L O C - N O T E S

Au château d'If, près de Marseille, le gardien vous montre fort sérieusement les cachots de Danter et de l'abbé Faria, ainsi que le tunnel que celui-ci, pour rejoindre le futur Monte-Cristo, avait creusé « à l'aide d'une arête de poisson », dit-il. Ainsi la verve de ce grand conteur que fut Dumas père a doué d'une existence historique les personnages sortis de son imagination. Il en est de même pour Gargantua et Pantagruel. Pour les paysans du Berry, ces deux géants rabelaisiens ont réellement vécu, et le sculpteur Baffier, dans des pages infiniment savoureuses publiées jadis par la Revue du XVI^e Siècle, a pu, sous la dictée de ses compatriotes, écrire le cycle de leurs aventures.

Mais qui pourrait croire que, de nos jours, il en est de même pour Sherlock Holmes, le génial et toujours heureux détective inventé par Conan Doyle ! C'est ce que celui-ci vient de nous révéler dans un des derniers numéros du Strand Magazine. Pour beaucoup de ses lecteurs, paraît-il, Sherlock Holmes est un personnage en chair et en os, et Conan Doyle n'a été que son historiographe. Pour quelques autres, Conan Doyle et Sherlock Holmes ne font qu'un ; et quand l'auteur, dans les derniers jours du règne de Victoria, fut anobli, et reçut le titre de knight, qui lui donne le droit à l'appellation de « sir », il reçut pas mal de lettres, adressées à « sir Sherlock Holmes », et qui le félicitaient chaleureusement de la distinction décernée par la reine à ses mérites de policier !

Mais, d'ordinaire, les épitres qui sont envoyées à sir Conan Doyle-Sherlock Holmes le supplient de mettre son génie au service de ses correspondants. On lui demande de réparer des erreurs judiciaires, d'aider à faire éclater la culpabilité de sombres canailles égarées jusqu'à ce jour par la police officielle, et surtout de prêter son appui à des familles qui demeurent convaincues qu'il y a un trésor dans leur propriété ! On n'a confiance que dans le talent de Sherlock Holmes, on est prêt à rémunérer au poids de l'or ses précieux services.

Pourtant, il faut avouer que Conan Doyle recut un jour une lettre un peu différente. Elle émanait d'une vieille dame qui lui écrivait à peu près ceci : « Paralyzed de tout le corps depuis de longues années, en proie à des souffrances indicibles, la lecture de vos passionnants ouvrages est ma seule consolation. Je dirai même le seul remède à mes douleurs. Mais j'habite un pays étranger, l'Italie. Je ne puis me procurer vos livres que difficilement. Je crois — j'espère presque, pour mon plaisir — que beaucoup m'ont échappé. Si vous étiez assez bon pour les envoyer à une malheureuse invalide ? »

Conan Doyle s'empressa de faire un paquet de ses œuvres, et de les faire tenir à cette ardente et sympathique lectrice. Puis rencontrant un confrère, il lui dit, avec un peu de vanité peut-être : — J'ai reçu une lettre bien touchante !

Et il la montra.

— Tiens, répondit le confrère, je viens justement de recevoir la même !

Je vous recommande ce truc-là pour monter gratuitement votre bibliothèque.

Pierre MILLE.

Deuxième ouverture

Le Parlement est le pays du rite. Il ne pourrait pas siéger sans avoir accompli certaines formalités.

La plus charmante est à coup sûr le discours du doyen d'âge.

Mais un discours ne suffit pas. Il faut encore entendre le discours du président du Sénat, et il faut auparavant procéder à l'installation de celui-ci.

L'installation est une cérémonie tout à fait touchante. Au lever du rideau, le bureau est encore occupé par le doyen d'âge et les secrétaires-bébes. Le doyen se lève, il le palmarès, et conclut :

— En conséquence, je déclare le bureau de la Chambre définitivement constitué pour 1918. J'invite M. le président à prendre place au fauteuil.

A ces mots, M. Deschanel, qui attend à son banc de député, se dirige d'un pas alerte vers l'estrade, serre la main de son ami, parfois, on croit qu'ils vont s'embrasser, s'assied un instant pour bien marquer la prise de possession, puis se lève, un papier à la main, et commence à son tour : « Messieurs... »

Après quoi, il prononce son discours. Celui d'aujourd'hui sera, comme toujours, très beau. M. Deschanel a su trouver, depuis le début de la guerre, des formules admirables pour affirmer notre droit, célébrer le courage de nos soldats et louer le labeur de ses collègues.

Les députés écouteront avec plaisir et applaudiront aux bons endroits.

Les ralleurs traitent volontiers les parlementaires de bavards. Quelle injustice ! Ils sont surtout d'excellents auditeurs.

Quand M. Deschanel aura parlé, on reprendra l'ordre du jour.

Certains trouvent ces rites inutiles, voudraient les voir supprimés.

Pourquoi ? Les députés s'entendent dire qu'ils ont bien travaillé l'année précédente : c'est toujours agréable.

On les invite à mieux travailler encore, cette année. Ils en prennent l'engagement dans leur cœur.

C'est excellent.

La sténographie reste

Comme il l'a promis en arrivant au gouvernement, M. Clemenceau fournit aux commissions parlementaires des explications précises et détaillées chaque fois qu'il y est convié.

Mais le président du Conseil n'aime pas que la sténographie puisse permettre de reproduire ses déclarations.

Hier, alors qu'il arrivait devant la commission sénatoriale de l'Armée, qu'il connaît bien pour l'avoir présidée pendant deux années, il constatait la présence d'un sténographe assis près du président, M. Boudinot.

— Messieurs, dit M. Clemenceau, je vous

dirai toujours la vérité, c'est une affaire entendue. Mais si un sténographe est là pour prendre mes déclarations je ne vous dirai peut-être pas tout ce que je vous dirais s'il n'était pas là...

Dit coup, les membres de la commission décidèrent de se passer de sténographe.

— Notre mémoire nous suffira ! dit M. Chéron avec un sourire.

Il y a art et art

En lisant à l'Officiel le décret nommant président du Bureau des longitudes, pour l'année 1918, M. Carpentier, « artiste », on s'est demandé quels rapports l'art pouvait avoir avec l'astronomie.

N'y avait-il pas erreur ?

M. Carpentier, artiste, a pu être nommé membre du Bureau des longitudes en vertu d'une loi du 7 messidor an III. La Convention nationale a décidé, en effet, que parmi les treize savants spécialement affectés à l'étude des questions astronomiques figuraient un artiste ayant rang de titulaire et deux artistes adjoints.

Artistes peintres ? Artistes musiciens ? Artistes sculpteurs ? Non : artistes ingénieurs, mécaniciens, constructeurs.

Dans le langage du temps, l'Art n'était pas obligatoirement confiné dans les limites des Beaux-Arts. On appelait aussi artistes les maîtres des arts mécaniques ; or, dans la construction des appareils astronomiques M. Carpentier, membre de l'Institut, est un artiste, dans toute l'acceptation du mot.

On revient toujours...

La grosse cloche de la cathédrale de Cologne, la « Maria Gloriosa », avait été fabriquée avec le métal des canons pris à notre armée pendant la guerre de 1870.

Elle avait été baptisée le jour anniversaire de la naissance de Guillaume I^{er}, le 22 mars 1877.

Par un juste retour des choses d'ici-bas, elle va être fondue pour faire de nouveaux canons, lesquels, hélas ! seront tournés contre nous.

Elle a sonné la dernière fois la veille du jour de l'an, et il paraît qu'en l'écoulant les habitants étaient profondément émus. Ils le furent encore davantage en voyant commencer la démolition.

Peut-être ont-ils compris quelle émotion avaient dû ressentir les Français des régions dévastées en voyant tant de leurs clochers détruits par les obus, tant de leurs cloches brisées, fondues, mises en miettes par l'incendie et le bombardement.

Mais l'ont-ils compris ?

LE PONT DES ARTS

L'auteur de la Chanson des Hommes, M. Maurice Maugre, va publier un nouveau recueil de poésies sous ce titre : *La Montée aux Enfers*. Montée et descente, car ce sont les enfers du mauvais rêve, du cauchemar édifié sur des dangereuses colonnes de fumée, qui attirent le poète, irrésistiblement.

Cet album d'eaux-fortes à la Goya, où l'auteur a parfois un peu trop mordé dans le métal, se termine par une baudelaire Descende au Paradis.

LE VELLEUR.

THÉÂTRE DES CAPUCINES. — Comme une Fleur ! revue en deux actes et quatre tableaux, de MM. Michel Carré et André Barde. — Carte de couchage, pièce en un acte, de M. Maxime Vermond. — L'Habitée des Capucines, prologue de M. Abel Carny.

Encore une revue ! Celle-ci du moins ne veut de mal à personne. Son titre nous en est garant. Le vocabulaire du front étant universellement connu, on n'a pas le droit d'ignorer qu'attérir « comme une fleur », c'est attérir sans casser du bois. Tranquillisez-vous : MM. Michel Carré et André Barde ne s'y sont pas interdits de casser du sucre. Mais ils le font avec mesure, avec esprit, et très vite. Qui ne suit se borner ne suit jamais écrire une revue : les auteurs de revues savent rarement se borner. Les auteurs de Comme une Fleur ! ne méritent pas ce reproche. Ils sont un peu touche-à-tout, mais touche-à-tout est comme le sabre de M. Prudhomme, et signifie également avoir beaucoup de tact ou en manquer. Le premier sens est celui qui s'applique à MM. Michel Carré et André Barde.

Ils ont touché aux scandales, ils ont touché aux deux demoiselles de Lavallière. Ils ont souri des modes anciennes et des modes présentes. Ils nous ont rappelé notre « compagne » d'environ l'an 1886, et nous ont fait pressentir notre « remplaçante » de l'an 1932. Ils nous ont remontré, par le petit bout de la lorgnette, le finale d'une autre revue, celle du Casino de Paris.

Leurs interprètes, MM. Armand Berthet et André Lugnet, ont joué des rôles divers avec autant de belle humeur que de fantaisie : et comme toutes ces dames se parent de noms charmants : Made Andral, Florelle, Saphyr, Musidora...

Abel HERMANT.

Capucines. — Aujourd'hui, à 2 h. 30, première matinée de Comme une Fleur ! la triomphale revue de MM. Michel Carré et André Barde.

La Journée

Opéra, 7 h. 30, *Rigoletto*, Mlle de Nantes. Comédie-Française, 1 h. 30, *l'Abbé Constantin*, 8 h., *les Noces d'argent*.

Opéra-Comique, 1 h. 30, *Carmen*; 8 h., *Werther*. Odéon, 1 h. 45, *Horace*, le *Dépit amoureux*; 8 h., *l'Ami Fritz*.

Gaité-Lyrique, 2 h. 30, *Si j'étais roi*; 8 h., *la Reine de Chypre*.

Vauvilliers, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Marraïne de l'escouade*.

Variétés, 2 h. 15 et 8 h. 15, *Polich et Perlmutter*. Gymnase, 2 h. 45 et 8 h. 45, *Petite Reine*.

Porte-Saint-Martin, 2 h. 30 et 8 h. 15, *Grand-Père*.

Antoine, 2 h. 15 et 8 h. 15, *les Butors et la Fille*.

Tristan-Lyrique, 2 h. 15, *le Maître de chapelle*, *Jacquot*; 8 h., *le Barbier de Séville*.

Châtelet, 2 h. et 8 h., *la Course au bonheur*. Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, *les Nouveaux riches*.

Th. Réjane, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la 13^e chaise*. Apollo, 2 h. 15 et 8 h. 15, *l'Homme à la clef*.

Palais-Royal, 2 h. 30 et 8 h. 30, *le Compartiment des dames seules*.

Athènes, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Dame de chambre*. B. des Capucines, 2 h. 30 et 8 h. 30, *le Système D.*

Nouvel-Ambigu, 2 h. 30 et 8 h. 30, *les Dragues d'Hercule*.

Cluny, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*.

Déjazet, 2 h. et 8 h., *des Femmes à la caserne*. Edouard-VII, 2 h. 45 et 8 h. 45, *la Petite bonnie*.

Capucines, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Comme une fleur*, revue; *Carte de couchage*, l'Habitée des Capucines.

Th. Michel, 2 h. 45 et 8 h. 45, *Judith*. Grand-Guignol, 2 h. 15 et 8 h. 15, *Voyage à deux*; *les Monstres*.

Scala, 2 h. et 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*. Comédie-Margny, 2 h. 30 et 8 h. 30, *la Mariée du Tournaï Club*.

Caumartin, 2 h. 45 et 8 h. 45, *la Jambé* ! fantaisie-revue en 2 actes et 25 tableaux.

Th. des Arts, 2 h. 30 et 8 h. 30, *P. Cochon dans la Libellule*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 8 h. 30, *la Revue féerique*. Olympia, 8 h. 30, *vingt nouvelles attractions*.

Casino de Paris, 8 h. 30, *Gaby Deslys, Harry Pilver, Boucot, Rose Amy dans la revue*.

Bo-Ta-Clan, 2 h. 30 et 8 h. 30, *Ca mord* ! grande revue d'hiver. Location Roqu. 30-12.

Nouveauté-Cirque, tous les soirs et matinée mercredi, samedi et dimanche.

Concert Victoria, 61, l'Chât-d'Eau (Nord 39-05). Ouverture le 11 janvier.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, *les Scènes de la vie de bohème*. Loc. 4, r. Forest, 11 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

La visite des Italiens réformés

Le Consulat général d'Italie à Paris informe les intéressés que la visite de tous les réformés doit avoir lieu dans le courant du mois de janvier. Les réformés qui ont été ou qui seront reconnus bons pour le service doivent se présenter sous les drapeaux en Italie au plus tard le 9 février 1918.

Les réformés qui ne se présenteront pas à la visite seront déclarés *insoumis*. Les réformés reconnus aptes au service qui ne seront pas partis à la date du 9 février 1918 seront déclarés *déserteurs*.

Les réformés qui étaient convoqués à des visites dans les mois de février et de mars sont tenus de se présenter à la visite au Consulat d'Italie, à partir de lundi 11 courant, aux jours et aux heures indiqués dans le tableau exposé au siège du même Consulat à Paris, 50, rue de Varenne. Les réformés qui ne sont pas encore inscrits pour la visite sont tenus de se présenter de suite au Consulat, de 2 heures à 4 heures, pour recevoir leur convocation.

UNE BOITE DE VÉRITABLES PASTILLES VALDA
bien employée, utilisée à propos
PRÉSERVERA
votre Gorge, vos Bronches, vos Poumons
COMBATTRA
vos Rhumes, Bronchites, Grippe, Influenza, Asthme, Emphysème, etc.
MAIS SURTOUT EXIGEZ BIEN
LES VÉRITABLES PASTILLES VALDA
vendues seulement en BOITES de 1.75 portant le nom
VALDA

guérit en 3 jours **DOULEURS**
Rhumatismes, Maux de reins et genoux, etc.
Adressez 3 fr. à L. BREHERET, pharmacien à Gers

FORCES INCONNUES
Avec la GAYONNATE, expédie à l'essai, vous pouvez soulever une personne à votre volonté, même à distance. Dem. à M. STEFAN, 92 Bd St-Marc, Paris aux lres N° 37. GRATIS.

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC
anciennes Laboratoires FIEVET, 53, r. Réaumur. La Bte 6 fr. e. mand

VENTE SUR SOUMISSIONS CACHETÉES
chaque voiture ou pièce détachée formant un lot distinct, de :
103 AUTOMOBILES MILITAIRES RÉFORMÉES
50 MOTOCYCLETES, 20 MOTEURS, 15 CHANGEMENTS DE VITESSE
15 PONTS ARRIÈRE, 15 CHANGEMENTS DE VITESSE
EXPOSITION
DES VÉHICULES ET PIÈCES AU CHAMP DE MARS
(Emplacement de l'ancienne Galerie des Machines)
Pour les Motocyclettes et pièces détachées du 4 janv. au 20 janv.
Pour les Voitures, du 4 janv. au 15 janv.
Périodes pendant lesquelles les soumissions seront reçues
sera prononcée le 21 janvier pour les motocyclettes et pièces.
le 19 janvier pour les voitures.
L'ADJUDICATION
AMATEURS - CONSULTEZ LES AFFICHES

JE GUERIS LA HERNIE
Ch. COURTOIS, SPÉCIALISTE HERNIAIRE
30, Faubourg Montmartre, PARIS (9)
CEINTURES VENTRIÈRES ANATOMIQUES
CABINET D'APPLICATION ouvert tous les Jours, de 9 à 11 et de 2 à 6 heures.

SAVON MENAGE, carton postal 10 k. 28 fr. Stiffaté 23 fr., feo gare, mand. d'av. c. remb. 60 c. en plus ; éch. 50 c. ROMAN, Chartreux, 67, Marseille.

GARAGE MODERNE
120, avenue de Neuilly. Plusieurs boxes à louer. Tout confort, sécurité parfaite.

CONSTIPATION Le plus doux, agréable et efficace des laxatifs : **Comprimés DOZIERES**, la Bte 2 fr. 20, imp. comp. Les exiger très phar. ou ex. Laborat. Doziers, St-Breuc, C.-du-N.

VIEILLIR, c'est Blanchir.
Vous ne vieillirez jamais si, pour votre chevelure, vous employez **La PÉTROLINE du D^r Jammes**, qui arrête la chute des cheveux, fortifie leur croissance et les empêche de blanchir. Les personnes qui l'emploient ont toujours une chevelure soignée, brillante et sans pellicules.
PHIX : 4 fr. dans les ph. et mcs. (impôt compris)

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 49, rue Cadet, Paris. — Volunard.